

# On n'a pas tout essayé !

Le Président de la République et ses ministres répètent sans cesse que « l'on ne peut pas distribuer la richesse que nous n'avons pas ». Or, cette richesse existe, elle est même indécente. Mais elle est confisquée par une minorité. Il est tout à fait possible de mettre en œuvre des mesures alternatives qui profitent à tous et qui visent à casser le cercle vicieux de l'austérité. Il est aussi urgent de s'attaquer vraiment, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, à l'évasion et l'optimisation fiscales, pillage organisé des richesses du pays.

## Pour une nouvelle logique économique

- Relance par la hausse des salaires et des pensions
- Nouvelle répartition des richesses
- Réorientation de l'argent de la finance vers l'économie réelle
- Relance de l'investissement et des services publics

## Pour une fiscalité juste et efficace

- Taxer plus fortement les multinationales
- Taxer les transactions financières et les dividendes
- Conditionner les aides publiques à des critères sociaux (salaires et emploi) et environnementaux
- Révision des crédits d'impôt et niches fiscales accordés sans contrepartie
- Rétablissement de l'ISF, l'impôt sur la fortune
- Rendre l'impôt sur le revenu plus juste et plus progressif, avec la création de neuf tranches contre cinq actuellement

## Pour une vraie transition écologique

- Encourager le développement du fret ferroviaire
- Arrêt immédiat des fermetures de petites lignes
- Taxer le kérosène sur les vols intérieurs
- Renationalisation des autoroutes
- Transports collectifs moins chers, voire gratuits
- TVA à 5,5 % sur les transports en commun
- Prêts à taux zéro pour le financement des travaux d'isolation



**LES PARLEMENTAIRES COMMUNISTES :** Éliane ASSASSI, sénatrice de Seine-Saint-Denis, présidente du groupe CRCE ; André CHASSAIGNE, député du Puy-de-Dôme (5<sup>e</sup> circonscription), président du groupe GDR ; Cathy APOURCEAU-POLY, sénatrice du Pas-de-Calais ; Éric BOCQUET, sénateur du Nord ; Céline BRULIN, sénatrice de Seine-Maritime ; Alain BRUNEEL, député du Nord (16<sup>e</sup> circonscription) ; Marie-George BUFFET, députée de Seine-Saint-Denis (4<sup>e</sup> circonscription) ; Laurence COHEN, sénatrice du Val-de-Marne ; Cécile CUKIERMAN, sénatrice de la Loire ; Pierre DHARRÉVILLE, député des Bouches-du-Rhône (13<sup>e</sup> circonscription) ; Jean-Paul DUFÈRE, député de l'Allier (1<sup>re</sup> circonscription) ; Elsa FAUCILLON, députée des Hauts-de-Seine (1<sup>re</sup> circonscription) ; Fabien GAY, sénateur de Seine-Saint-Denis ; Michelle GRÉAUME, sénatrice du Nord ; Sébastien JUMEL, député de Seine-Maritime (6<sup>e</sup> circonscription) ; Pierre LAURENT, sénateur de Paris ; Jean-Paul LECOQ, député de Seine-Maritime (8<sup>e</sup> circonscription) ; Pierre OUZOULIAS, sénateur des Hauts-de-Seine ; Stéphane PEU, député de Seine-Saint-Denis (2<sup>e</sup> circonscription) ; Christine PRUNAUD, sénatrice des Côtes-d'Armor ; Fabien ROUSSEL, député du Nord (20<sup>e</sup> circonscription) ; Pascal SAVOLDELLI, sénateur du Val-de-Marne ; Hubert WULFRANC, député de Seine-Maritime (3<sup>e</sup> circonscription).



Avec le budget 2019, 0,1 % des plus riches payent 17 % d'impôt en moins. Qui dit mieux ?

BUDGET,  
CARBURANTS, POUVOIR D'ACHAT

**Le point de vue des parlementaires communistes de l'Assemblée nationale et du Sénat**

# Le Président des riches saison 2 !

Le gouvernement fait assaut de communication en cet automne afin de convaincre les Français qu'ils vont récupérer 6 milliards d'euros de pouvoir d'achat. C'est évidemment faux. Durant la première année de ce quinquennat, Emmanuel Macron et son gouvernement ont multiplié les largesses en direction des gros patrimoines et des grands actionnaires : quasi disparition de l'ISF, taxation des dividendes plafonnée à 30 % (alors que leur niveau atteint des sommets historiques), baisse de l'impôt sur les sociétés, cadeau fiscal cette année de 40 milliards d'euros aux entreprises sans aucune exigence en matière d'emploi. L'augmentation des prix des carburants et du tabac ainsi que la hausse de la CSG vont encore mécaniquement impacter les revenus les plus faibles ainsi que les retraites. Les mesures fiscales décidées pour 2018 et 2019 profitent en priorité au 1 % des plus riches. Décidément, l'argent est de plus en plus mal réparti et ce budget 2019 ne remédie en rien aux inégalités aggravées et à la pauvreté qui s'étendent dans notre société, alors que notre pays est la septième puissance économique du monde. D'autres choix sont pourtant possibles, comme nous nous efforçons de le montrer quotidiennement. Mais pour cela, il faut s'attaquer à la logique de l'argent qui prime sur tout, sur les êtres humains et sur la planète. C'est précisément ce que nous proposons.

## Halte au racket !

Les profits de Total explosent, les automobilistes sont rackettés et la planète n'y gagne rien. Car, contrairement à ce que prétend le gouvernement, la hausse des prix du carburant ne va pas à la transition écologique. En 2019, la fiscalité sur les carburants va rapporter 37,7 milliards d'euros, soit 4 milliards de plus qu'en 2018. Mais seuls 7,2 milliards iront à la transition écologique, soit le même montant que l'an dernier. Conclusion : cette hausse sert bien à compenser les cadeaux fiscaux accordés aux riches.





# Cette colère qui gronde est légitime !

Tous les choix gouvernementaux faits en matière de fiscalité s'attaquent aux classes moyennes et aux revenus les plus faibles.

La France est devenue un pays de bas salaires et de petites retraites, même la Commission européenne évoque le chiffre de 11 millions

de personnes « en risque de pauvreté en France ».

Aucune des annonces faites pour le budget 2019 ne va remédier à cette situation.

La hausse des pensions à 0,3 % pour une inflation à 1,6 % minimum, c'est une baisse du pouvoir d'achat ; le gel du point d'indice pour les cinq millions de fonctionnaires, c'est une baisse du pouvoir d'achat ;

les augmentations des tarifs de l'énergie et plus fortement encore des carburants, c'est encore immédiatement une baisse du pouvoir d'achat. Oui, il faut l'affirmer, les colères qui montent dans le pays sont tout à fait légitimes ! Car dans ce même pays, on apprend que les salaires des dirigeants du CAC 40 ont augmenté de

14 % en 2017 et que les milliardaires français ont vu leur patrimoine augmenter de 30 %.

Le ruissellement n'est qu'une formule de communication déjà usitée, en son temps, par Thatcher et Reagan, dans les années 80...

Finalement, le macronisme n'est rien d'autre que le thatcherisme d'aujourd'hui !

## Les collectivités et les services publics étranglés

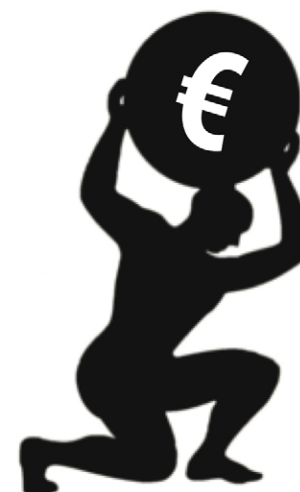
Les collectivités et leurs services publics se voient désormais mis sous tutelle pour l'élaboration de leur budget. Les « contrats » imposés par l'État les contraignent ainsi à limiter strictement leurs dépenses sans tenir compte des besoins des populations et des projets des équipes élues par nos concitoyens. Appliqués aux 360 plus grandes collectivités en 2018, ces « contrats » se verraient, selon le Premier ministre, prochainement étendus à l'ensemble des collectivités. Le gouvernement des riches et des marchés financiers veut en finir avec la démocratie locale et les services publics de proximité, alors même que l'endettement des collectivités baisse et ne représente que 7,8 % de la dette publique de la nation. Cette dette est intégralement dédiée au financement d'équipements indispensables au développement local et à l'aménagement du territoire. **Pas un euro des collectivités n'est détourné vers des actionnaires ou vers les marchés financiers !** Ces dépenses, ce sont nos services publics de proximité, nos écoles, nos crèches, nos centres de PMI, nos équipements culturels et sportifs, nos centres municipaux de santé, nos transports publics, nos voiries...



La suppression de l'ISF, c'est **3,3 milliards** de recettes en moins et autant de gagnés pour les plus riches

## La supercherie de la suppression de la taxe d'habitation

Présentée comme la mesure redonnant du pouvoir d'achat aux Français, la suppression de la taxe d'habitation, partielle et progressive, s'apparente à une supercherie. Elle se traduit déjà par l'augmentation d'autres impôts et par une réduction des services rendus aux habitants par les communes, celles-ci voyant leurs marges de manœuvre réduites un peu plus. Effective pour certains foyers, cette suppression ne compense pas de toute façon le recul de leur pouvoir d'achat.



Une dette qui gave les spéculateurs :

**42 milliards** d'intérêts versés aux marchés financiers en 2019

## Refusons cette Europe de l'austérité

Au nom de l'Europe libérale, les politiques d'austérité imposées aux peuples sont promues par la Commission de Bruxelles, avec l'aval de la plupart des gouvernements nationaux. Les résultats sont connus : la crise s'aggrave, les inégalités se creusent. L'expérience gouvernementale de la gauche portugaise démontre qu'il est possible d'obtenir des résultats positifs en faisant des choix qui prennent le contrepied de ces dogmes : augmentation des salaires, revalorisation sensible des petites retraites, arrêt des privatisations exigées par Bruxelles, limitation du nombre des CDD, hausse des impôts pour les plus hauts revenus. On comprend que le cas portugais soit très peu mis en exergue !

**CE N'EST PLUS POSSIBLE !**

**55 milliards d'euros** en moins pour les collectivités depuis 2012

**100 milliards d'euros** de cadeaux fiscaux aux entreprises sans contrepartie

**6,2 millions** de chômeurs (toutes catégories)